

Jura

Autor(en): **[s.n.]**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **76 (1988)**

Heft [4]

PDF erstellt am: **13.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-278653>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

serait temps qu'une femme entre dans ce cénacle; elle a même une candidate en la personne de Heidi Deneys, et ne manquera pas de le dire haut et fort.

Heureuse section d'ailleurs qui réussit encore à trouver un consensus et réaliser une unité d'action, tous partis confondus. (ib)

Jura

Parlez-vous française ?

(nr) — Le Bureau de la Condition Féminine (BCF) avait invité, à l'occasion de la Journée Internationale de la Femme, Thérèse Moreau, professeure, écrivaine et féministe de longue date. Thérèse Moreau a fait partie de la Commission pour la féminisation des titres et des fonctions de l'administration française. C'est sur son travail au sein de cette commission, qu'elle s'est exprimée, le 11 mars dernier, devant une quarantaine de personnes.

Mme Moreau a tout d'abord rappelé les résultats concrets des travaux de cette commission mixte, formée de 40 membres (60 % de femmes). Désormais, les contrats de la fonction publique française portent la marque du féminin, tout comme les livres scolaires et certains médias étatisés. Par exemple, les ambassades françaises engagent des chargées de missions, les hautes-écoles acceptent les professeuses.

L'oratrice s'est attachée à citer des exemples de titres et de fonctions féminisés. Les professions de haut de gamme posent le plus de problèmes. Effectivement, le féminin de balayeur devient balayeuse sans embêter personne. Médecin, par contre, n'a pu devenir médecine: cela aurait fait penser au médicament, a-t-on dit.

Dans des cas de ce genre, Mme Moreau a dit avoir travaillé non seulement dans un vide grammatical, mais aussi dans un vide social. Exemple frappant: « Pourquoi est-ce bien d'être un homme publique et pas une femme publique ? »

Genève

Allocations familiales et égalité des droits

Pour recevoir des allocations familiales, il faut avoir une activité lucrative. Dans certains cas, des Genevoises salariées ne reçoivent pourtant pas d'allocations. Elles s'étonnent et s'informent auprès de F-Information ou au Bureau de l'égalité; elles apprennent que c'est la loi genevoise, qui n'a pas encore appliqué le principe de l'égalité des droits qui les prive d'allocations. Maintenant, les choses devront changer: en effet, le Tribunal fédéral, en octobre dernier, a jugé que deux articles de la loi genevoise sur les allocations familiales ne sont pas compatibles avec le principe constitutionnel de l'égalité.

Il s'agit de l'article qui stipule que le père a droit à l'allocation en priorité et de celui qui précise que si le père travaille pour le compte d'un employeur non soumis à la loi genevoise, la mère salariée ne peut pas faire valoir son droit auprès de son propre employeur.

Dans le cas jugé par le Tribunal fédéral, la mère salariée recevait des allocations tant que son mari était au chômage. Dès que ce dernier retrouva du travail chez un employeur non soumis à la loi genevoise, le service d'allocations cessa tout versement et réclama les allocations perçues indûment. Le Tribunal fédéral a jugé qu'il y avait inégalité de traitement entre le père et la mère, puisque dans le cas contraire, le père n'eût pas cessé de toucher des allocations.

Le Tribunal fédéral s'est prononcé à l'unanimité et par voie de procédure sommaire; cette procédure n'est utilisée que si le recours est manifestement bien fondé. Cela signifie que tous les cas où des femmes sont privées de leur droit aux allocations à cause des deux articles en question pourront être jugés individuellement. Il est donc indispensable de modifier rapidement la loi, d'autant plus que d'autres articles pourraient eux aussi faire l'objet d'un examen du Tribunal fédéral sous l'angle du principe de l'égalité.

(Communiqué F-Information)

identique au féminin...

A sa clientèle féminine, la BCG propose aide et conseils en matière financière, bancaire et sociale.

Située 34 avenue de Frontenex (tél. 35 88 32), notre nouvelle agence est dirigée par Madame Marie-Antoinette Huguenin. Entourée de collaboratrices qualifiées et enthousiastes, elle propose à nos clients tant masculins que féminins l'éventail complet des services qu'assurent les 14 agences de la BCG.

Seule à Genève, une agence au féminin, identique aux autres... identique au féminin.

Banque hypothécaire du canton de Genève, votre banque cantonale

